

238

S^{TE} POMONA

3.12.19/6 6 ex

MONTLUCON, le 23 JUIN 1970

6^e Arrondissement VB

Études Voies

Ligne de Châteauroux
à Montluçon

Gare de MONTLUCON-BAU

E.P. concédé à Sté POMONA

D. 52

Monsieur le CHEF de la
Subdivision de la Comptabilité
V. B. (2 ex)

En application de la note Comptabilité
n° 3224 du 8 Mai 1947, je vous adresse ci-joints
3 exemplaires du traité en date du 1er Juin 1970
passé avec la Société POMONA pour régler les condi-
tions d'exploitation de l'embranchement particu-
lier visé en marge.

Ci-joint également 3 exemplaires du traité
C.C.O.

LE CHEF DU 6^e ARROND^e V.B.
Signé: STOCK

Copie à :

- M. le Chef de la 2e Section (2 ex)

avec 2 ex. des traités

COPIE à : C

avec 1 ex. des traités.

MONTLUCON, le 23 JUIN 1970

LE CHEF DU 6^e ARROND^e V.B.

Signé: STOCK

Catégorie de l'embranchement telle qu'elle est définie dans le tableau de l'Arrêté Ministériel du 6 Septembre 1966 : III a.

ARTICLE 13 du C.C.E.

Pour la taxation des marchandises, l'embranchement est considéré comme situé en gare de MONTLUCON-EAU.

ARTICLE 15 du C.C.E.

Nonobstant les dispositions de cet article, le présent traité deviendra caduc en cas de résiliation du traité d'occupation des terrains situés dans les emprises du chemin de fer et à la date où ledit traité d'occupation cessera d'avoir effet.

Le présent traité, qui annule et remplace le traité du 1er Juillet 1961 et ses Avenants n° 1 du 20 Juin 1962 et n° 2 du 1er Décembre 1964 entrera en vigueur à la date de sa signature.

Fait en double exemplaire, à MONTLUCON, le Premier Juin Mil Neuf Cent Soixante Dix.

LE REPRESENTANT de la S.N.C.F.,

Signé : NEGRIER.

Signé : ROGÉ.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

REGION du SUD-OUEST

Traité d'embranchement particulier
entre les gares de MONTLUCON-EAU et de LA CHAPELAUDE

Entre :

La Société Nationale des Chemins de Fer Français (S.N.C.F.) dont le siège est à PARIS, 88 rue St-Lazare, représentée par M. GUERVILLE, Directeur de la Région du Sud-Ouest, agissant par délégation de M. GUIBERT, Directeur Général de cette Société,

d'une part,

Et la Société POMONA dont le siège est à PARIS 1er, 21 rue du Pont-Neuf, représentée par M. BARRE Etienne, Directeur Administratif agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été spécialement conférés aux termes de la délibération du Conseil d'Administration du 24 Mars 1969,

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

La Société POMONA désirant mettre un magasin à fruits et légumes qu'elle possède sur le territoire de la Commune de MONTLUCON (Allier) en communication avec la voie ferrée au moyen d'un embranchement particulier, la S.N.C.F. y consent et les parties sont d'accord pour que l'établissement et l'exploitation dudit embranchement aient lieu aux conditions stipulées dans le "Cahier des Conditions d'Etablissement, d'Entretien et d'Exploitation des embranchements particuliers" (C.C.E.), édition du 1er Novembre 1966, dont la Société POMONA reconnaît avoir reçu un exemplaire, conditions qui seront complétées ou modifiées comme il est dit ci-dessous et auxquelles l'intéressée déclare, par les présentes, se soumettre sans restriction, ni réserve.

ARTICLES 1 et 4 du C.C.E.

La limite entre la première et la seconde partie de l'embranchement est indiquée sur le plan annexé au présent traité.

ARTICLE 8 du C.C.E.

En application du 3ème alinéa de cet article, les conditions d'occupation des terrains situés dans les emprises du chemin de fer font l'objet d'un traité particulier.

ARTICLE 10 du C.C.E.

La S.N.C.F. n'est tenue de desservir l'embranchement qu'une seule fois par jour. Les wagons seront livrés sur la section de voie A B de la deuxième partie de l'embranchement et repris sur les sections de voies C D ou E F (voir plan).

La desserte régulière ne donne pas lieu à redevance.

En outre, à la demande de l'embranché, les wagons pourront être livrés sur la section de voie E F.

Pour chaque desserte régulière effectuée dans ces conditions, il sera décompté une redevance forfaitaire sur la base de cinq minutes par opération avec un engin de manœuvres, un agent de conduite et deux agents de l'exploitation.

ARTICLE 12 du C.C.E.

Le coefficient applicable à l'embranchement et servant de base au calcul de la redevance annuelle est fixé à TROIS MILLE SIX CENT QUATRE VINGT DIX NEUF points (3.699).

.../...

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

REGION du SUD-OUEST

T R A I T E

pour l'occupation et la desserte d'un emplacement situé entre les gares de
MONTLUCON-EAU et de LA CHAPELAUDE et affecté au dépôt de marchandises.

=====

Entre :

La Société Nationale des Chemins de Fer Français (S.N.C.F.) dont le siège est à
PARIS, 88, rue Saint-Lazare, représentée par M. GUERVILLE, directeur de la Région du
Sud-Ouest agissant par délégation de M. GUIBERT, Directeur Général de cette Société

d'une part ;

Et la Société POMONA dont le siège est à PARIS (1er) 21, rue du Pont-Neuf repré-
sentée par M. BARRE Etienne, Directeur Administratif, agissant en vertu des pouvoirs
qui lui ont été spécialement conférés aux termes de la délibération du Conseil d'Admi-
nistration du 24 Mars 1969

d'autre part ;

IL A ETE CONVENU et ARRETE CE QUI SUIIT :

La S.N.C.F. autorise la Société POMONA ui en a fait la demande, à occuper en gare
de MONTLUCON-EAU l'emplacement de 6.144 m2 figuré sur le croquis joint. Cet emplacement
sera desservi par un embranchement particulier dont les conditions d'exploitation sont
régées par un traité distinct.

Cette autorisation est accordée aux conditions du Cahier des Conditions Générales
d'Occupation et de Desserte d'Emplacements situés dans les gares et affectés au dépôt de
marchandises (C.C.O.) (Edition du 4 Octobre 1946) dont la Société POMONA reconnaît avoir
pris connaissance et auquel elle déclare se soumettre sans restriction ni réserve.

Ces "Conditions Générales" sont, conformément au préambule du C.C.O., complétées
-(ou modifiées) comme suit :

ARTICLE 1. -

Le minimum de tonnage annuel prévu par l'article premier, § II du C.C.O. est fixé
comme suit :

- pour la première année à compter de la date d'application du présent traité : 9216 T
- à partir de la deuxième année à compter de la date d'application du présent traité :
12.288 T

Nonobstant les dispositions de l'article 1er, § III et IV du C.C.O., il est précisé
que le présent traité deviendra caduc en cas de résiliation du traité d'embranchement
visé ci-dessus en préambule et à la date où ledit traité cessera d'avoir effet.

.....

ARTICLE II. -

Par dérogation aux dispositions de l'article 3 du C.C.O., les conditions de desserte de l'emplacement sont définies dans le traité d'embranchement visé au préambule du présent contrat.

ARTICLE III -

En application de l'article 5, titre B, § 1° du C.C.O., le montant de la redevance annuelle d'occupation est fixé comme suit :

- pour la première année à compter de la date d'application du présent traité :
Deux mille sept cent trente cinq francs vingt centimes (2735,20) taxes non comprises (1)
- à partir de la deuxième année à compter de la date d'application du présent traité :
Trois mille cent quinze francs (3115 F.) taxes non comprises (1)

ARTICLE IV/ - (Complément de l'article 5 du C.C.O.)

"Energie Electrique"

Le courant sera fourni directement par le réseau du "distributeur" local que le permissionnaire devra consulter, avant toute chose, en accord avec le service électrique de la S.N.C.F.

Toutefois, si le distributeur le demande, la S.N.C.F. facilitera cette fourniture dans les conditions qui feront l'objet d'un accord spécial.

Le branchement nécessaire à l'alimentation des installations du permissionnaire sera, dans tous les cas, exécuté par ses soins et à ses frais, sous le contrôle technique de la S.N.C.F., sans que ce contrôle n'entraîne pour la S.N.C.F. de responsabilité pour quelque cause que ce soit.

Seront également à la charge du permissionnaire, les frais d'entretien de l'ensemble de l'installation électrique considérée.

ARTICLE V. -

En application de l'article 6 du C.C.O., le montant annuel de la garantie de trafic est fixé comme suit :

- pour la première année à compter de la date d'application du présent traité :
Seize mille quatre cent onze francs trente centimes (16.411,30 F.) taxes non comprises(1)
- à partir de la deuxième année à compter de la date d'application du présent traité :
Dix huit mille six cent quatre vingt dix francs (18 690 F.) taxes non comprises (1)

Cette garantie sera remboursée au permissionnaire à raison des sommes ci-après pour chaque tonne de marchandises de toute nature reçue ou expédiée par chemin de fer, dans l'année, sur l'emplacement occupé :

- pour la première année à compter de la date d'application du présent traité = 0,132 F.
- à partir de la deuxième année à compter de la date d'application du présent traité :
0,152 F. (1)

ARTICLE VI -

Les dispositions de l'article 8 du C.C.O. sont remplacées par les suivantes :

(1) Valeur au 17 Janvier 1970

ARTICLE 8.

Cessation de l'autorisation

I - Lorsque l'occupation du terrain par le permissionnaire cesse au cours d'une période annale du fait de ce dernier, les redevances restent acquises en totalité à la S.N.C.F. ; si elle cesse du fait de la S.N.C.F., cette dernière rembourse au permissionnaire la part de la redevance annuelle correspondant à la période de non-jouissance.

II - A la date d'expiration ou de résiliation de l'autorisation, l'emplacement occupé par le permissionnaire doit être entièrement libéré des installations mobilières, du matériel et des marchandises existant sur l'emplacement occupé. Toutefois, ces mêmes biens ne peuvent être cédés à des tiers ou enlevés par le propriétaire qu'après le paiement de toutes sommes dues à la S.N.C.F. par le permissionnaire, par application de l'autorisation ; ils constituent un gage de la créance de la S.N.C.F. qui peut en poursuivre la réalisation en cas de non paiement.

III - Lors de la cessation de l'autorisation pour quelque cause que ce soit, la SNCF aura le choix entre la possibilité de mettre le permissionnaire en demeure de remettre totalement ou partiellement les lieux dans leur état primitif, et celle d'accéder, sans indemnité pour le dit permissionnaire, à la propriété de tout ou partie des installations et aménagements édifiés sur l'emplacement. Lorsque la S.N.C.F. entendra exiger la remise des lieux dans leur état primitif et lorsque le permissionnaire ne se sera pas exécuté 8 jours après l'expiration du délai qui lui aura été imparti sur notification par lettre recommandée avec accusé de réception, la S.N.C.F. aura la faculté de poursuivre la démolition et de libérer l'emplacement aux frais du permissionnaire sans préjudice de dommages et intérêts, s'il y a lieu.

ARTICLE VII -

Le présent traité qui annule et remplace le traité du 1er Juillet 1961 et son Avenant n° 1 du 15 février 1962, entrera en vigueur à la date de sa signature. Il ne deviendra définitif qu'après approbation par l'Administration Supérieure.

Fait en double exemplaire à MONTLUÇON le Premier Juin mil neuf cent soixante dix.

Le Représentant de la S.N.C.F.,

Signé : NEGRIER

Signé : ROGE

MONTLUCON, le 11 JANV 1965

Ligne de CHATEAUXROUX à MONTLUCON-BAU
Km 364 + 179
E.P. concédé à la Sté POMONA

Monsieur le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité VB (2 ex)

- En application de la Note Comptabilité n° 3224 du 8 mai 1947, je vous adresse, ci-joints, 3 exemplaires de l'avenant n° 2 au traité en date du 1er juillet 1961 passé avec la Société POMONA.
- Pour régler les conditions d'exploitation de l'embranchement particulier qui lui a été concédé ;
- Km 364 + 179 de la ligne de CHATEAUXROUX à MONTLUCON.

LE CHEF DU 6^e ARROND^e V.B.
Signé : MICHEL

Copie à Monsieur le Chef de la 2^{ème} Section (2 ex)
Avec 2 exemplaires de l'avenant n° 2.

Copie à C

Avec 1 exemplaire de l'Avenant n° 2.

MONTLUCON, le 11 JANV 1965

LE CHEF DU 6^e ARROND^e V.B.


SOCIÉTÉ NATIONALE des CHEMINS de FER FRANÇAIS

Région du SUD - OUEST

Ligne de CHATEAUROUX à MONTLUCON-EAU
P.K. 364 + 179

entre les gares de MONTLUCON-EAU et de LA CHAPELAUDE

Embranchement particulier du magasin à fruits et légumes de la Société POMONA.

AVENANT n° 2
au Traité du 1er Juillet 1961

ENTRE :

La Société Nationale des Chemins de Fer Français (S.N.C.F.) dont le siège est à PARIS - 88, rue Saint-Lazare, représentée par M. QUERON, Directeur de la Région du Sud-Ouest, agissant par délégation de M. DARGEOU, Directeur Général de la dite Société;

d'une part;

et la Société POMONA, dont le siège est à PARIS (1^o) 21, rue du Pont Neuf, représentée par M. Etienne BARRE, agissant au nom et pour le compte de cette Société, en vertu des pouvoirs qui lui ont été spécialement conférés aux termes de la délibération du Conseil d'Administration du 24 Septembre 1963;

d'autre part;

IL A ETE RAPPELE, CONVENU et ARRETE CE QUI SUIT :

Par traité en date du premier Juillet, mil neuf cent soixante et un, modifié par Avenant n° 1 du vingt Juin mil neuf cent soixante deux, la Société Nationale des Chemins de Fer Français (S.N.C.F.) a réglé avec la Société POMONA les conditions d'entretien, d'exploitation et de modification éventuelle d'un embranchement particulier reliant un magasin à fruits et légumes au P.K. 364 + 179 de la ligne de CHATEAUROUX à MONTLUCON-EAU entre les gares de MONTLUCON-EAU et de LA CHAPELAUDE.

La Société POMONA ayant demandé à la S.N.C.F. de modifier les conditions de desserte de l'embranchement, la S.N.C.F. y consent et les parties contractantes se sont mises d'accord pour annuler les dispositions faisant l'objet des articles 3 et 5 du traité sus-rappelé et pour les remplacer par les suivantes :

ARTICLE 3 - nouveau - (Application de l'Article 4 du C.C.E.)

La S.N.C.F. n'est tenue de desservir l'embranchement qu'une fois par jour.

Les wagons seront livrés sur la section de voie A - B de la deuxième partie de l'embranchement et repris sur les sections de voies C-D ou E-F (voir plan).

Les dessertes régulières effectuées dans ces conditions ne donneront pas lieu à redevances

A la demande de l'embranché, les wagons pourront être livrés sur la section de voie E.F. La conduite des wagons sur cette section de voie nécessitant des mouvements supplémentaires de manoeuvres sur la deuxième partie de l'embranchement, il sera perçu, pour chaque desserte régulière effectuée dans ces conditions, une redevance forfaitaire indiquée à l'Article 5 ci-après.

Il est précisé, par ailleurs, que le diagonal reliant les voies de dédoublement de l'embranchement devra être maintenu libre pour permettre l'évolution de l'engin de manoeuvres.

ARTICLE 5 - nouveau - (Application de l'Article 9 du C.C.E.)

§ II A	{ Redevance forfaitaire annuelle concernant les installations de la première partie :	
	{ a/ Charges du capital :	
	mille deux cent soixante-quinze francs	1.275 F.
§ III	{ b/ Dépenses d'entretien et de renouvellement :	
	Mille trois cent vingt neuf francs	1.329 F.
	{ Taux de base du calcul des prestations (dessertes autres que les dessertes régulières) :	
	{ - Prix de 1'heure d'un engin de manoeuvres : .	
	avec { 2 agents de conduite	39,09 F.
	{ 1 agent de conduite	35,13 F.
	{ - Prix de 1'heure d'un agent de l'Exploitation	
		3,96 F.
	{ Redevance forfaitaire pour chaque desserte régulière à raison de 5 minutes par desserte, avec un engin de manoeuvres, un agent de conduite et deux agents de l'Exploitation	
		3,58 F.

Il n'est rien changé aux autres stipulations du traité du 1er Juillet 1961.

Fait double à MONTLUCON, le premier Décembre, mil neuf cent soixante quatre.

P. le DIRECTEUR de la Région Sud-Ouest
et par délégation,

L'INGENIEUR

Chef Adjoint du 6^e Arrondissement

EXPLOITATION,

signé : VERANT

signé : BARRE

MONTLUCON, le 9 Mars 1962

Ligne de Chateauroux à Montluçon

Gare de MONTLUCON-EAU

E.P. POMONA

V

Monsieur le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité V.B.

n° 238

En application de la note Comptabilité n° 3224
du 8 Mai 1947, je vous adresse ci-joints, 3 exemplaires de
l'Avenant n° 1 au traité en date du 1er Juillet 1961 passé
avec la Sté POMONA, pour régler les conditions d'occupation
d'un emplacement du domaine public du chemin de Fer.
Gare de Montluçon-Eau de la ligne de Chateauroux à Montluçon.

L'INGÉNIEUR PRINCIPAL
Chef du 6^e Arrond' V.B.

Signé : MICHEL

Copie transmise à :

- Monsieur le Chef de la 2^{ème} Section (2ex.)

Avec 2 ex de l'Avenant n° 1 au traité.

MONTLUCON, le 9 Mars 1962

L'INGÉNIEUR PRINCIPAL
Chef du 6^e Arrond' V.B.
Signé : MICHEL

Copie à C

Avec 11 ex de l'Avenant n° 1 au traité

L'INGÉNIEUR PRINCIPAL
Chef du 6^e Arrond' V.B.
Signé : MICHEL

*collé avec 11 ex
de la SRCB*

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Région du Sud-Ouest

Gare de MONTLUÇON-EAU

AVENANT N°1 au traité du 1er Juillet 1961
pour l'occupation d'un emplacement situé dans les dépendances
de la gare de Montluçon-Eau

Entre :

La Société Nationale des Chemins de Fer Français (S.N.C.F.) dont le siège est à Paris, 88, Rue Saint-Lazare, représentée par M. GILMAIRE, Directeur de la Région du Sud-Ouest, agissant par délégation de M. DARGEOU, Directeur Général de la dite Société,

d'une part;

Et la Société POMONA, dont le siège est à PARIS (1er) 21 Rue du Pont-Neuf représentée par Monsieur BRUGIERE Paul, Directeur Administratif agissant au nom et pour le compte de cette Société, en vertu des pouvoirs qui lui ont été spécialement conférés aux termes de la délibération du Conseil d'Administration du 2 Janvier 1946.

d'autre part ;

IL A ETE CONVENU et ARRETE CE QUI SUIT :

Par traité en date du premier Juillet mil neuf cent soixante et un, la Société Nationale des Chemins de Fer Français (S.N.C.F.) a réglé, avec la Société POMONA, les conditions d'occupation d'un emplacement d'une superficie de six mille mètres carrés (6000 m2) faisant partie du domaine public du chemin de fer, situé dans les dépendances de la gare de Montluçon-Eau, à l'effet d'y établir :

- un entrepôts de fruits et légumes
- un embranchement particulier pour desservir ce dernier.

La Société POMONA ayant demandé à la S.N.C.F. l'autorisation d'occuper un emplacement supplémentaire d'une superficie de 144 m2, cette dernière y consent étant entendu que les dispositions faisant actuellement l'objet des articles 2, 3, 4 et 5, dudit traité seront annulées et remplacées par les suivantes :

ARTICLE 2 Nouveau - Occupation - Travaux -

Le permissionnaire disposera de l'emplacement demandé d'une contenance de six mille cent quarante-quatre mètres carrés (6 144 m2) tel qu'il se comporte et dans son état actuel que le permissionnaire déclare parfaitement connaître.

Le permissionnaire procédera à ses frais, à l'aménagement de l'emplacement occupé. Il devra soumettre à la S.N.C.F., avant tout commencement d'exécution, les dessins des installations ou aménagements à réaliser sur cet emplacement.

Le permissionnaire devra, le cas échéant, faire son affaire personnelle de toutes autorisations à obtenir des tiers ou services intéressés pour l'établissement et l'exploitation, soit sur l'emplacement occupé, soit en dehors des dépendances du chemin de fer, d'installations lui appartenant; il devra justifier à la S.N.C.F. de l'obtention de ces autorisations.

Le permissionnaire sera tenu de maintenir en bon état ses installations et ne pourra y apporter aucune modification, sans avoir obtenu l'accord préalable et écrit de la S.N.C.F.

Le permissionnaire s'engage à laisser pénétrer les agents de la S.N.C.F. dans les lieux occupés pour s'assurer, notamment, de l'état de solidité des constructions ou aménagements.

La S.N.C.F. se réserve le droit d'apporter à ses propres installations les modifications qu'elle jugera utiles, sans que le permissionnaire puisse prétendre à aucune indemnité pour la gêne que la réalisation de ces modifications pourrait lui apporter.

ARTICLE 3 Nouveau -Tonnage -

Le minimum de tonnage annuel est fixé à une tonne (1 T) par mètre carré de surface occupée, soit 6.144 tonnes.

ARTICLE 4 nouveau - Redevance d'occupation -

Le permissionnaire acquittera à la S.N.C.F., à titre d'indemnité, une redevance annuelle de mille huit cent soixante nouveaux francs (1.860 NF).

ARTICLE 5 nouveau - Garantie de trafic

Le permissionnaire versera à la S.N.C.F. au début de chaque exercice, à titre de garantie de trafic, une provision fixée à onze mille cent soixante nouveaux francs (11.160 NF)

En fin d'année, et sous réserve que le tonnage minimum prévu à l'Article 3 ci-dessus ait été atteint, cette garantie de trafic sera remboursée au permissionnaire en totalité ou en partie, à raison de 0,091 NF pour chaque tonne de marchandises reçues ou expédiées par chemin de fer sur l'emplacement.

Il n'est rien changé aux autres stipulations du traité du premier juillet 1961.

Fait double, à MONTLUÇON, le Quinze Février mil neuf cent soixante deux.

P. Le Directeur de la Région S.O.
et par délégation
L'Ingénieur, Chef du 6e Arrondissement
EXPLOITATION,

ROQUES

P. La Société POMONA

BRUGIERE

S.N.C.F.
Région du Sud-Ouest
Voie et Bâtiments

Comptabilité
5 bis, Bd de l'Hôpital
PARIS XIII e 52/C. 32 F

Paris, le 29 Août 1961

N° 238

Monsieur le Chef du 6^{ème} Arrondissement V.B.

Je vous adresse, ci-joints, 4 exemplaires du traité CCE en date du 1er juillet 1961 passé avec la Société POMONA pour régler les conditions d'exploitation de l'embranchement particulier qui lui a été concédé au P.K. 364 + 179 de la ligne de Châteauroux à Montluçon-Eau.

Ci-joint également 4 exemplaires du traité C.C.O. destiné à régler les conditions d'occupation du terrain du domaine public du chemin de fer.

D'autre part, vous voudrez bien, conformément aux dispositions de l'article 14 de l'A.S. V.B. 25 d n° 4 du 1er février 1956, faire procéder aux rectifications suivantes sur l'état n° 1 de la documentation des embranchements particuliers (Collections "Arrondissement" "Section" et "District") :

-- Annexe n° 624 :

Ajouter :

- . colonne 1 : Société POMONA
- . colonne 2 : P.K. 364 + 179 Châteauroux - Montluçon

fait

/ Le Chef de la Subdivision de la Comptabilité V.B.

8 P.J. :

Signé : ECHARD

6^{ème} Arrondissement VB
Études Voies

Copie à : Monsieur le Chef de la 2^{ème} Section (2ex.)

avec 2 ex. de chacun des traités.

Montluçon, le 4 Septembre 1961.

L'INGÉNIEUR PRINCIPAL
Chef du 6^{ème} Arrond' V.B.

Signé : MICHEL

Copie à C avec 1 ex. des traités.

ARTICLE 3 - (Application de l'article 4 du C.C.E.)

La S.N.C.F. n'est tenue de desservir l'embranchement qu'une fois par jour.

Les wagons seront livrés sur la section de voie AB de la deuxième partie de l'embranchement et repris sur les sections de voies CD ou EF (voir plan).

Il est précisé que le diagonal reliant les voies de dédoublement de l'embranchement devra être maintenu libre pour permettre l'évolution de l'engin de manoeuvres.

Les dessertes régulières effectuées dans ces conditions ne donneront pas lieu à redevances.

ARTICLE 4 - (Application de l'article 8 du C.C.E.)

Les transports en provenance ou à destination de l'embranchement seront taxés conformément aux dispositions des tarifs en vigueur applicables aux embranchements situés entre plusieurs gares, étant entendu que l'embranchement situé entre les gares de La Chapelaude et de Montluçon-Eau, à 9 635 mètres de la gare de La Chapelaude et à 523 mètres de la gare de Montluçon-Eau, sera considéré comme aboutissant à la gare de Montluçon-Eau.

ARTICLE 5 - (Application de l'article 9 du C.C.E.)

		Redevance forfaitaire annuelle concernant les installations de la première partie :	
§ II A	a)	Charges du capital :	
		Mille quatre cent soixante-dix nouveaux francs 1 470 NF
	b)	Dépenses d'entretien et de renouvellement :	
		Mille quatre cents nouveaux francs.....	1 400 NF
		Taux de base du calcul des prestations (dessertes autres que les dessertes régulières) :	
§ III	- Prix de 1'heure d'un engin de manoeuvres :		
	avec	2 agents de conduite	36,58 NF
		1 agent de conduite	32,92 NF
	- Prix de 1'heure d'un agent de l'Exploitation		3,66 NF

ARTICLE 6 - Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile à Paris, savoir :

- la Société Nationale des Chemins de Fer Français, à son siège social, 88, rue Saint-Lazare ;

- et la Société POMONA, 21, rue du Pont Neuf ;

auxquels lieux tous actes seront bien et valablement signifiés.

Fait double, à Paris, le premier juillet mil neuf cent soixante et un.

P/LE DIRECTEUR
DE LA REGION DU SUD-OUEST
et par Délégation
LE CHEF DU SERVICE DE L'EXPLOITATION
A. LAMARQUE.

P/ LA SOCIETE POMONA,
BRUGIERE.

10
N° 238

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

REGION DU SUD-OUEST

Ligne de Châteauroux à Montluçon-Eau
(P.K. 364 + 179)

entre les gares de Montluçon-Eau et de La Chapelaude

Embranchement particulier du magasin de fruits et légumes
de la Société POMONA

TRAITE

Entre :

La Société Nationale des Chemins de fer Français (S.N.C.F.)
dont le siège est à Paris, 88, rue Saint-Lazare, représentée par
M. GILMAIRE, Directeur de la Région du Sud-Ouest, agissant par délégation de M. DARGEOU, Directeur Général de ladite Société,
d'une part ;

Et la Société POMONA dont le siège est à Paris (1er), 21, rue
du Pont Neuf représentée par M. BRUGIERE Paul, Directeur administratif,
agissant au nom et pour le compte de cette Société, en vertu des pouvoirs
qui lui ont été spécialement conférés aux termes de la délibération du
Conseil d'Administration, du 2 janvier 1946.
d'autre part ;

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

La Société POMONA qui envisage d'établir un entrepôt de fruits et légumes sur le
territoire de la commune de Montluçon a demandé à la S.N.C.F. de mettre cet entrepôt en
communication avec la voie de fer au moyen d'un embranchement particulier.

La Société Nationale des Chemins de fer Français y consent et les parties sont
d'accord pour que l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la modification éventuelle
du dit embranchement aient lieu aux conditions stipulées dans le "Cahier des Conditions
d'établissement, d'Entretien et d'Exploitation des Embranchements Particuliers" (C.C.E.),
édition du 18 septembre 1950, enregistré à la même date à Paris, 1er S.S.P. n° 269, dont la
Société POMONA reconnaît avoir reçu un exemplaire, conditions qui sont complétées ou
modifiées comme il est dit ci-après et auxquelles la dite Société déclare, par les présentes
se soumettre sans restriction, ni réserve.

ARTICLE 1er - (Application de l'article 1er du C.C.E.)

L'embranchement sera établi conformément au plan annexé au présent traité.

ARTICLE 2 - Le texte de l'article 3 § 1 du C.C.E. est annulé et remplacé par le suivant:

L'embranchement étant établi entièrement sur le domaine public du chemin de fer et
pour la desserte d'un terrain dépendant de ce domaine; l'autorisation à laquelle a donné
lieu son établissement est essentiellement liée au traité d'occupation du terrain et expi-
rera en même temps que ce dernier.

...

ration ou de régulation de l'autorisation et huit jours après une mise en demeure par lettre recommandée restée sans effet, les installations et aménagements existant sur le dit emplacement deviendront, sans indemnité pour le permissionnaire, la propriété de la S.N.C.F. à moins que celle-ci ne préfère en poursuivre la démolition et libérer l'emplacement aux frais du permissionnaire, sans préjudice de dommages-intérêts, s'il y a lieu.

ARTICLE 8 - Juridiction.

Toutes contestations entre les parties sur l'exécution des conditions du présent traité seront portées devant les Tribunaux du Département de la Seine.

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile à Paris, savoir:

- La Société Nationale des Chemins de fer Français, à son siège social, 88, rue Saint-Lazare,

- et la Société POMONA, 21, rue du Pont Neuf;

auxquels lieux tous actes seront bien et valablement signifiés.

ARTICLE 9 - Timbre et enregistrement.

Les frais de timbre et d'enregistrement éventuel du présent traité sont à la charge du permissionnaire.

Fait double à Paris, le premier juillet

mil neuf cent soixante et un.

P/LE DIRECTEUR
DE LA REGION DU SUD-OUEST
et par Délégation

CHEF DU SERVICE DE L'EXPLOITATION,

A. LAMARQUE.

P/ LA SOCIETE POMONA,

BRUGIERE

N° 238

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

REGION DU SUD-OUEST

TRAITE

pour l'occupation d'un emplacement situé dans les dépendances de la gare de Montluçon-Eau

Entre :

La Société Nationale des Chemins de Fer Français (S.N.C.F.) dont le siège est à Paris, 88, rue Saint-Lazare, représentée par M. GILMAIRE, Directeur de la Région du Sud-Ouest, agissant par délégation de M. DARGEOU, Directeur Général de cette Société,

d'une part :

Et la Société POMONA, dont le siège est à Paris (1er) 21, rue du Pont Neuf, représentée par M. BRUGIERE Paul, Directeur administratif, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été spécialement conférés aux termes de la délibération du Conseil d'Administration du 2 janvier 1946.

d'autre part :

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

La Société POMONA a demandé à la S.N.C.F. l'autorisation d'occuper un emplacement faisant partie du domaine public du chemin de fer, situé dans les dépendances de la gare de Montluçon-Eau, à l'effet d'y établir :

- un entrepôt de fruits et légumes,
- un embranchement particulier pour desservir ce dernier.

La concession et les conditions d'exploitation de cet embranchement particulier seront réglées par un traité distinct.

La S.N.C.F. ayant acquiescé à cette demande, le présent traité a pour objet de régler les conditions auxquelles l'autorisation visée ci-dessus est accordée à la Société POMONA qui accepte toutes les obligations faites au "permissionnaire" par les clauses du présent traité.

ARTICLE 1er - Autorisation.

L'autorisation est accordée personnellement au permissionnaire qui s'interdit formellement, sans un accord exprès et écrit de la S.N.C.F., de changer ou de modifier la destination de l'emplacement occupé, ou de transmettre tout ou partie de l'autorisation à un tiers.

L'autorisation est normalement consentie sans limitation de durée avec faculté pour le permissionnaire d'y mettre fin en prévenant la S.N.C.F. au moins un mois à l'avance

...

par lettre recommandée. Toutefois, l'emplacement occupé faisant partie du domaine public du chemin de fer, l'occupation consentie aura un caractère essentiellement précaire et la S.N.C.F. se réserve le droit, sans indemnité pour le permissionnaire de retirer à toute époque l'autorisation d'occupation pour des motifs d'intérêt public, dont elle sera seule juge, à la condition d'en aviser le permissionnaire six mois à l'avance par lettre recommandée.

La S.N.C.F. se réserve également le droit, sans indemnité pour le permissionnaire, de retirer l'autorisation d'occupation, soit en cas de faillite ou de liquidation judiciaire, soit en cas d'infraction à l'une quelconque des clauses de l'autorisation, à condition d'en aviser le permissionnaire au moins un mois à l'avance par lettre recommandée.

Au cas où le permissionnaire n'aurait pas acquitté, dans le délai d'un mois à partir de la date de son échéance, la redevance fixée par l'autorisation, celle-ci sera résiliée de plein droit et sans indemnité pour le permissionnaire à l'expiration de ce délai d'un mois.

ARTICLE 2 - Occupation - Travaux.

Le permissionnaire disposera de l'emplacement demandé d'une contenance de six mille mètres carrés (6 000 m²) tel qu'il se comporte et dans son état actuel que le permissionnaire déclare parfaitement connaître.

Le permissionnaire procédera, à ses frais, à l'aménagement de l'emplacement occupé. Il devra soumettre à la S.N.C.F. avant tout commencement d'exécution, les dessins des installations ou aménagements à réaliser sur cet emplacement;

Le permissionnaire devra, le cas échéant, faire son affaire personnelle de toutes autorisations à obtenir des tiers ou services intéressés pour l'établissement et l'exploitation, soit sur l'emplacement occupé, soit en dehors des dépendances du chemin de fer, d'installations lui appartenant; il devra justifier à la S.N.C.F. de l'obtention de ces autorisations.

Le permissionnaire sera tenu de maintenir en bon état ses installations et ne pourra y apporter aucune modification, sans avoir obtenu l'accord préalable et écrit de la S.N.C.F.

Le permissionnaire s'engage à laisser pénétrer les agents de la S.N.C.F. dans les lieux occupés pour s'assurer, notamment, de l'état de solidité des constructions ou aménagements.

La S.N.C.F. se réserve le droit d'apporter à ses propres installations les modifications qu'elle jugera utiles, sans que le permissionnaire puisse prétendre à aucune indemnité pour la gêne que la réalisation de ces modifications pourrait lui apporter.

ARTICLE 3 - Tonnage.

Le minimum de tonnage annuel est fixé à une tonne (1 t.) par mètre carré de surface occupée, soit 6 000 tonnes.

ARTICLE 4 - Redevance d'occupation.

Le permissionnaire acquittera à la S.N.C.F., à titre d'indemnité, une redevance annuelle de mille sept cent soixante-seize nouveaux francs (1 776 NF).

ARTICLE 5 - Garantie de trafic.

Le permissionnaire versera à la S.N.C.F. au début de chaque exercice, à titre de

garantie de trafic, une provision fixée à dix mille six cent cinquante six nouveaux francs (10 556 NF).

En fin d'année, et sous réserve que le tonnage minimum prévu à l'article 3 ci-dessus ait été atteint, cette garantie de trafic sera remboursée au permissionnaire, en totalité ou en partie, à raison de 0,068 NF pour chaque tonne de marchandises reçues ou expédiées par chemin de fer sur l'emplacement.

ARTICLE 5 bis - Énergie électrique.

En principe, le courant sera fourni directement par le réseau du "distributeur" local (E.D.F. ou Régies), que le permissionnaire devra consulter, avant toute chose, en accord avec le service électrique local de la S.N.C.F.

Toutefois, dans le cas où ces dispositions s'avèreraient impossibles, ou trop onéreuses, la S.N.C.F. si son réseau le permet et à la demande du "distributeur" facilitera cette fourniture dans des conditions qui feront l'objet d'un accord spécial.

Le branchement nécessaire à l'alimentation des installations du permissionnaire sera, dans tous les cas, exécuté par ses soins et à ses frais sous le contrôle technique de la S.N.C.F.

Seront également à la charge du permissionnaire les frais d'entretien de l'ensemble de l'installation électrique considérée.

ARTICLE 6 - Révision.

En cas de variation dans les prix des tarifs marchandises en général, la redevance d'occupation, la garantie de trafic et le taux de remboursement de cette dernière prévus au présent traité, seront modifiés à la même date et dans la même proportion que les prix de ces tarifs.

Cette modification pourra également intervenir en cas d'aménagement de certains tarifs applicables aux transports commerciaux ayant entraîné une variation appréciable du taux moyen des prix de transport de marchandises, analogue à celle qu'aurait provoquée une modification générale des prix des tarifs marchandises.

ARTICLE 7 - Cessation de l'occupation.

L'emplacement occupé par le permissionnaire devra être entièrement libéré à la date d'expiration ou de résiliation de l'autorisation. En cas d'inexécution, une simple ordonnance de référé suffira pour obtenir l'expulsion du permissionnaire.

Toutefois, le matériel, les installations et les marchandises se trouvant sur l'emplacement occupé ne pourront être cédés à des tiers ou enlevés par le propriétaire qu'après le paiement de toutes sommes dues à la S.N.C.F. par le permissionnaire par application de l'autorisation; ils constituent un gage de la créance de la S.N.C.F. qui peut en poursuivre la réalisation en cas de non paiement.

Lorsque l'occupation du terrain par le permissionnaire cessera au cours d'une période annuelle du fait de ce dernier, les redevances resteront acquises en totalité à la S.N.C.F.; si cette occupation cesse du fait de la S.N.C.F., cette dernière remboursera au permissionnaire la part de la redevance annuelle correspondant à la période de non jouissance.

Dans tous les cas, le permissionnaire sera tenu de remettre les lieux dans leur état primitif. A défaut d'exécution de cette clause dans le mois qui suivra la date d'expir-